

FILIÈRE ANIMALE ET CLIMAT

L'INFLUENCE NÉGATIVE DE L'UE

Jens Holm et Toivo Jokkala
[version française]



Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique
European United Left/Nordic Green Left

Filière animale et climat – l'influence négative de l'UE, Janvier 2008

Une publication de la délégation du parti de gauche suédois au GUE | NGL

GUE | NGL, la délégation du parti de gauche, ASP 7f 262,
Parlement Européen, rue Wiertz, b-1047 Bruxelles, Belgique

SOMMAIRE

<u>Avant propos</u>	<u>7</u>
<u>Introduction</u>	<u>8</u>
<u>Les problèmes universels de la filière animale</u>	<u>9</u>
<u>La politique Européenne et ses œillères</u>	<u>14</u>
<u>Augmentation des aides à l'export - l'exemple Suédois</u>	<u>17</u>
<u>Quand l'argent du contribuable finance la promotion du lait</u>	<u>19</u>
<u>Une solution d'avenir</u>	<u>20</u>
<u>Notes</u>	<u>22</u>

AVANT PROPOS

Je suis extrêmement heureux et honoré de la publication de ce rapport en français. La France est sûrement le plus grand pays agricole Européen, il représente une part significative de l'élevage, du transport et de l'abattage de bétails en Europe. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le bétail et la filière animale sont responsables de 18% des émissions mondiales de gaz à effets de serre, soit une part plus importante que le seul secteur des transports mondiaux. On comprend alors qu'un simple changement dans nos habitudes alimentaires peut contribuer à la nécessaire réduction des émissions.

Malheureusement, ce n'est pas la direction prise. La consommation mondiale de viande est cinq fois ce qu'elle était en 1950, on sait aussi qu'elle doublera son niveau actuel d'ici à l'horizon 2050 si rien n'est fait. De plus, il existe une grande inégalité dans ce phénomène. Nous qui vivons dans une partie privilégiée du monde sommes ceux qui consomment le plus de viande. Mais ce sont les défavorisés, la majorité de la population mondiale, qui sont au contraire affectés par la déforestation, la désertification, la sécheresse et tout autre problème qui découlent de cette filière animale. De plus, une quantité significative de leurs récoltes céréalières est exportée vers l'Europe pour servir de fourrage. Le temps où le bétail était élevé et broutait en plein air est malheureusement révolu. Aujourd'hui, la grande majorité de la viande est produite dans des fermes industrielles.

En plus d'être un problème environnemental, la réalité de la filière animale soulève la question de la façon dont les animaux de-

vraient être traités. Sachant que les animaux ressentent la souffrance, le stress et la douleur, est-il même raisonnable de les élever, les transporter et de les abattre ?

En gardant à l'esprit tout ce qui précède, il est du devoir de la Gauche Européenne et des mouvements écologiques d'inscrire le problème de la consommation de viande à l'ordre du jour. Comment peut-on réduire l'impact de la filière animale sur le climat ? Comment garantir que l'accès à la nourriture de tous les peuples devienne une priorité dans l'utilisation des ressources alimentaires mondiales ? Quelle quantité de viande devrions-nous tous manger ? Est-ce que le simple fait de manger de la viande est viable ?

Le débat sur le climat commence aujourd'hui - sur la table à manger.

Stockholm,
Janvier 2008.

Jens Holm

Membre du Parlement Européen, GUE/
NGL, Le Parti de la Gauche Suédoise.
www.jensholm.se/english

P.S : Un grand remerciement à Benoit Alègre pour son aide précieuse lors la traduction.

INTRODUCTION

L'année dernière a marqué une prise de conscience générale du réchauffement climatique. Aujourd'hui, peu nierait que l'effet de serre engendré par l'activité humaine est une réalité. Il a été prouvé que la température moyenne de la surface terrestre a augmenté d'environ 0.6°C depuis la fin du XVIII^e siècle¹. Cependant, pour les médias, l'effet de serre a pour presque unique cause des facteurs tels que les gaz d'échappements et la pollution industrielle. L'influence de l'industrie animale sur le climat n'a cependant été que très peu abordée. Mais il y a toutes les raisons de s'intéresser à l'influence des besoins animaux dans la production alimentaire sur l'environnement et sur l'utilisation des ressources dans le monde. Avec ces influences comme point de départ, il est aussi intéressant d'examiner ce que la politique Européenne fait – en opposition à ce qu'elle devrait faire – pour changer la situation.

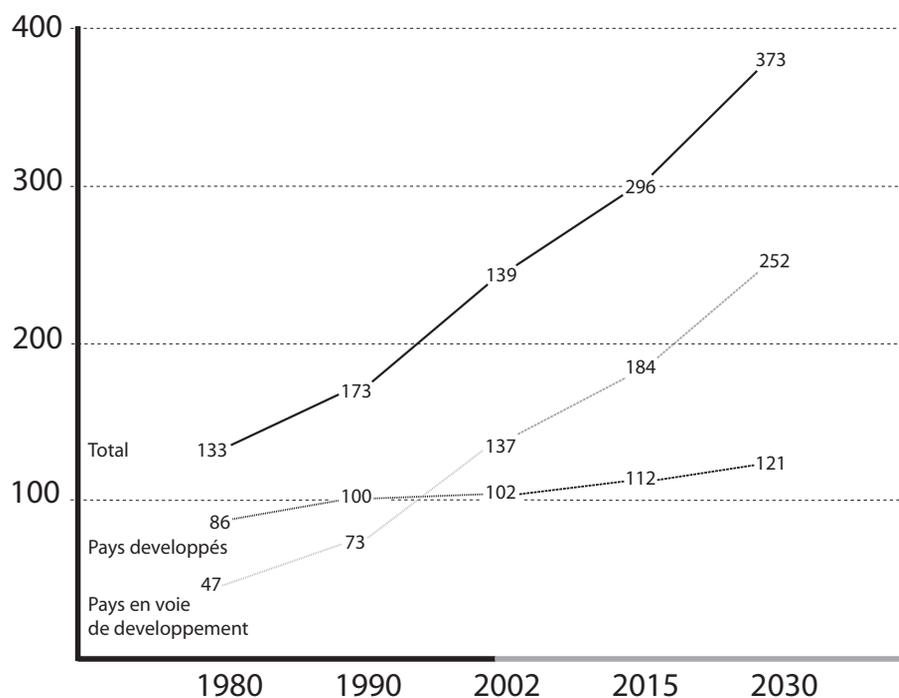
LES PROBLÈMES UNIVERSELS DE LA FILIÈRE ANIMALE

Plus néfaste pour l'environnement que le secteur des transports.

La consommation alimentaire mondiale de produits animaliers augmente à un rythme alarmant. L'augmentation des revenus réels et de population, combinée aux changements d'habitudes alimentaires, a fait monter en flèche la demande en produits animaliers. Comparée aux années 50, la consommation mondiale de viande a quintuplé. On estime

aussi qu'elle va plus que doubler aux environs de 2050 en comparaison aux chiffres de 1999, ainsi passer de 229 millions de tonnes à 465 millions de tonnes. En même temps, la consommation mondiale de lait devrait, quant à elle, passer de 580 à 1043 millions de tonnes².

Consommation totale de viande dans les pays développés et en voie de développement, avec estimation de la consommation future (en millions de tonnes)³.



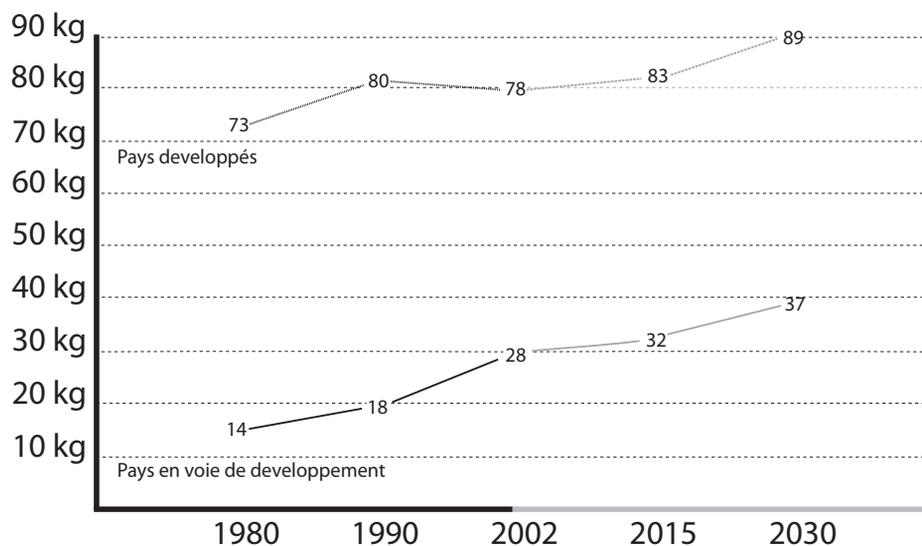
Les conséquences de cet accroissement ne sont pas à prendre à la légère. Selon le dernier rapport de la FAO sur les effets de l'industrie animalière sur l'environnement (intitulé « Livestock's Long Shadow »), « le secteur animalier s'affirme comme l'un des deux ou trois plus gros pollueurs environnementaux, tant au niveau local qu'au niveau mondial⁴ ». Toute une série de preuves appuie cette déclaration.

L'industrie animalière est en train de devenir une importante émettrice de gaz à effet de serre.

Au sujet des gaz à effet de serre, beaucoup de gens les assimilent aux émissions de dioxyde de carbone (CO₂). Quant aux émissions

de ce dioxyde de carbone, elles sont souvent associées à la combustion d'énergie fossile, comme dans le secteur des transports par exemple. Il faut savoir que même les hommes et les animaux produisent ce dioxyde de carbone, quand ils expirent. Mais ces émissions sont normalement absorbées par la flore de la planète. Pour simplifier les choses, on peut dire que ces émissions font partie du cycle biologique, tandis que les émissions issues de la combustion de fossile engendrent une nette augmentation du dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Mais lorsqu'on se penche sur les émissions de gaz à effet de serre du bétail, les choses deviennent nettement plus compliquées.

Consommation de viande par personne dans les pays développés et en voie de développement, avec estimation de la consommation future (en kilos)³.



Pour commencer, le secteur animalier est une source non négligeable d'émission de dioxyde de carbone. Avant tout, cela est lié au fait que les forêts, qui avant absorbaient le dioxyde de carbone, aient été rasées pour libérer de l'espace destiné aux pâturages ainsi qu'à la culture de fourrage. Selon le rapport « Les Causes de Déforestation de la Forêt Amazonienne Brésilienne » (Causes of Deforestation of the Brazilian Amazon), publié par la Banque Mondiale en 2004, pas moins de 88% des surfaces déboisées en Amazonie auraient été converties en pâturage pour les animaux d'élevage⁵. Il est calculé que 9% des émissions mondiales de dioxyde de carbone issues de l'activité humaine proviennent de l'élevage de bétail, bien que les chiffres soient incertains⁶.

Un autre facteur aggravant de cette situation est le transport des grains de fourrage sur des distances de plus en plus longues. Ceci engendre un besoin croissant en carburant fossile, ce qui à terme augmente les émissions de gaz carbonique.

Le dioxyde de carbone est loin d'être le seul gaz à effet de serre. Le protocole de Kyoto⁷ désigne cinq autres gaz à effet de serre dont les émissions doivent être diminuées. Deux d'entre eux méritent un intérêt particulier quant aux questions de l'impact sur l'environnement de l'industrie animalière : le méthane et le protoxyde d'azote.

Le Méthane (CH_4) est un gaz qui, par unité de mesure, a un effet sur le réchauffement climatique 23 fois plus élevé que le dioxyde

de carbone⁸. Au cours des 200 dernières années, le niveau de méthane dans l'atmosphère a doublé pour passer de 0,8 à 1,7 part par million de volumes. Entre 35% et 40% des émissions mondiales de méthane sont imputables à l'activité humaine à travers le processus de digestion de l'élevage d'animaux⁹.

Le bétail (comme les bovins, les bisons, les moutons et les chèvres) produit une quantité non négligeable de méthane lors du processus de digestion¹⁰. On estime qu'une vache produit en moyenne 600 litres de méthane par jour.

Le protoxyde d'azote (N_2O), aussi appelé le gaz hilarant, a un effet encore bien plus important sur le climat. Il est 296 fois plus fort que le dioxyde de carbone sur une période de plus de 100 ans¹¹. Le protoxyde d'azote peut se former de différentes manières quand l'azote réagit avec l'oxygène. La production animalière engendre des quantités énormes d'azote qui peuvent se transformer en protoxyde d'azote une fois libérées dans l'atmosphère. Au total, l'élevage de bétail compte pour deux tiers sur la totalité des émissions de protoxyde d'azote lié à l'activité humaine¹². L'azote se dégage notamment des engrais utilisés pour la culture de fourrage. Il se dégage aussi de l'urine et des excréments des animaux, ainsi que des réserves de fumier. La FAO estime que dans le futur nous verrons une augmentation non négligeable de ces émissions issues de la production animalière.

Les personnes non familiarisées avec ce problème doivent se demander comment ce fait-il que des animaux domestiques puissent engendrer une telle augmentation de quantité de protoxyde d'azote. Stefan Wirsenius, docteur en Sciences Physiques Environnementales à l'Institut pour l'Énergie et l'Environnement de l'Université Technologique de Chalmers à Goteborg, a répondu à cette question, ainsi qu'à d'autres.

« L'oxyde qui compose le gaz à effet de serre protoxyde d'azote se trouve naturellement dans la biomasse, d'abord et avant tout sous forme de protéines. Mais quand les ruminants ingèrent ces protéines, une grosse partie de cet azote est évacuée par l'urine et les excréments. La forme sous laquelle l'animal libère l'oxyde est plus réactive, et une partie va se transformer en protoxyde d'azote ».

Dans quelle mesure les ruminants d'élevage sont plus néfastes à l'environnement que les animaux sauvages ?

« Avant tout, il n'y a pas autant d'animaux sauvages que d'animaux d'élevage utilisés pour la production de viande et de lait. Deuxièmement, les animaux sauvages vivent de façon plus éparse, les excréments sont donc étalés sur de plus larges zones et donc sèchent relativement vite. Le fait que le fumier d'élevage, riche en oxyde, soit souvent stocké dans des zones concentrées engendre une fermentation d'un degré élevé. Aussi le fourrage donné au bétail contient, pour la plupart, plus de protéines que les

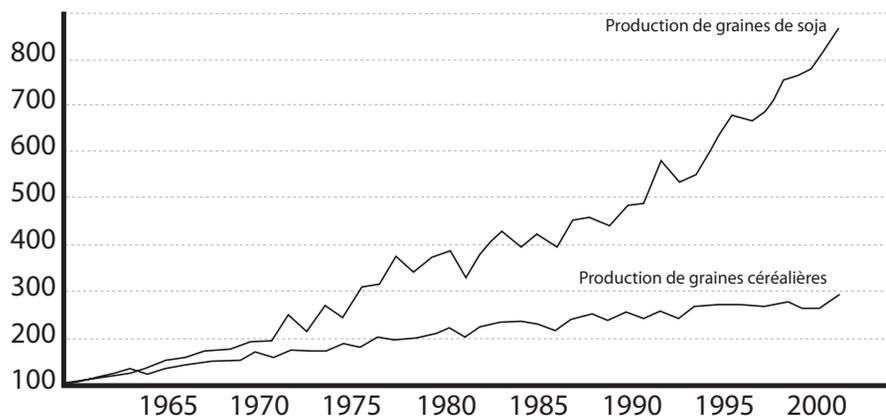
animaux peuvent en assimiler, en partie parce que les acides aminés ne sont pas optimisés pour l'assimilation par l'animal. Une grande partie de ce surplus va donc être évacuée par les excréments et l'urine, ainsi produire ce protoxyde d'azote ».

Quant au composant de l'azote ammoniac (NH_3), les émissions globales de l'activité humaine sont estimées à 47 millions de tonnes. Quarante-vingt-quatorze pour cent proviennent du secteur agricole et 68% des émissions de ce secteur sont imputables à l'élevage d'animaux. Les émissions d'ammoniac se forment pendant que l'humidité et l'urine s'évaporent du fumier. La contamination d'ammoniac est plus un problème local ou régional que les émissions de méthane, de protoxyde d'azote et de dioxyde de carbone qui, eux, ont un impact global¹³. Quoiqu'il en soit ces émissions provoquent de graves problèmes (comme l'acidification par exemple).

En tout et pour tout, la FAO a démontré que la filière animale est responsable d'environ 18% des émissions de gaz à effet de serre imputables à l'activité humaine. Ce qui est plus que la part du transport terrestre¹⁴.

Les porcs et volailles élevés par l'homme produisent sensiblement moins d'émission de gaz à effet de serre que les ruminants. Mais le secteur porc et le secteur avicole engendrent d'autres problèmes environnementaux importants. L'élevage de porcs ou de poulets nécessite l'achat d'une grosse quantité d'aliments riches en protéines :

Les récoltes mondiales de graines de soja et de graines céréalières, 1961-2003²²



les porcs et les poulets se nourrissent d'autres choses que d'herbe¹⁵. Et ceci nous ramène aux conséquences de la production de fourrage riche en protéines.

La terre transformée en champs de fourrage

Afin de produire un fourrage riche en protéines, il faut produire une récolte riche en protéines. Et cela nécessite de l'espace, beaucoup d'espace. Aujourd'hui, l'élevage de bétail occupe plus de 30% de la surface totale de la terre. 78% des terres cultivables (y compris différents types de terres de pâturages) sont utilisées d'une manière ou d'une autre pour l'élevage d'animaux de fermes. Au sujet des terres arables, 33% est utilisé pour l'élevage d'animaux¹⁶.

Afin d'augmenter la production de protéines de haute qualité, il est nécessaire d'augmenter les surfaces cultivables. L'hémisphère Sud en regorge. Ainsi, au Brésil, entre 1965 et 1997, les plantations de graines de soja (très riche en protéines) à été multiplié par 50¹⁷. Aujourd'hui le Brésil fournit 26% de la production mondiale de graines de soja¹⁸. La majorité de cette production est ensuite exportée vers l'Europe qui l'utilise comme nourriture pour son cheptel.

Les champs de soja destinés à l'alimentation animale occupent une superficie toujours plus importante du Brésil. La déforestation de la forêt amazonienne, la dévastation des savanes et autres biodiversités ainsi que l'utilisation de produits chimiques ont un impact très négatif sur la nature.

Bien que les forêts tropicales n'occupent que 6% de la surface terrestre, elles ont une importance prédominante pour la faune et la flore. La forte capacité de la forêt amazonienne à absorber le dioxyde de carbone est, comme vu précédemment, d'une grande importance pour contrer l'effet de serre. En conséquence, même indirectement, la culture de fourrage encourage le dérèglement climatique.

En cas de pluies intensives, les terres cultivées augmentent souvent le risque d'érosion des sols, et des terres épuisées impliquent la

préparation de nouvelles terres destinées à l'agriculture.

Les ruminants consomment plus d'aliments que les cochons ou les poulets, comme le pâturage, le foin ou les récoltes ensilées. Mais la tendance est à nourrir ces animaux avec des aliments à haute teneur en protéines, comme les graines de soja par exemple. Par le passé, en Europe, l'industrie animalière a utilisé de la viande et des os pour nourrir les bovins. Ceci a été prouvé comme étant un des facteurs du déclenchement de la maladie de la vache folle. L'alimentation à base de farine animale à depuis été remplacée à large échelle par les graines de soja.

Même le cheptel Suédois est un grand consommateur de graines de soja¹⁹. En 2006, un total de 292 000 tonnes de graines de soja était utilisé pure pour l'alimentation animale en Suède.

Mais le soja n'est cependant pas la seule nourriture importée. Le pâturage est essentiellement un produit d'importation : amandes de palmiers, colza, gluten de maïs sont tous autant d'exemples de matières premières de pâturage importées par milliers de tonnes chaque année²⁰.

Depuis quelque temps maintenant des voix se font entendre en Suède, au sein même de l'association de fermiers, pour nourrir les bovins exclusivement de pâturages de production locale et abandonner les graines de soja²¹. Si de telles mesures étaient largement prises, cela réduirait les transports internationaux et peut-être libérerait la pression sur l'environnement naturel du Brésil. Mais le spécialiste environnemental Stefan Wirsenius est critique sur le fait que ceci soit annoncé comme une solution aux problèmes environnementaux. Il insiste sur le fait que « cela ne diminuerait pas les émissions de gaz à effet de serre du cheptel ».

Gourmands en énergie

Selon Végétalien-Végétarien-Omnivore ? (Vegan-vegetarian-allätare ?), un rapport de l'Université Suédoise des Sciences de l'Agriculture (Lantbruksuniversitet), l'éner-

gie nécessaire à la production d'un kilogramme de la plus commune des viandes à notre latitude, soit le porc et le bœuf, est respectivement de 8.3 et de 12.8 kilowatt heure (kWh). La production d'un kilogramme de légumes (tels que les haricots), qui contient la plupart des protéines que les humains trouvent autrement que dans la viande, nécessite seulement 0.86 kWh, et même 0.44 kWh pour les pommes de terre²³. Cela signifie qu'il faut de 10 à 20 fois plus d'énergie pour produire des aliments animaux que des aliments végétaux. C'est principalement dû au fait que les animaux consomment une large quantité d'énergie, indépendamment du fait qu'ils broutent ou mangent des grains cultivés avant qu'ils ne soient abattus pour leur viande. L'abattage, le transport, la transformation et la cuisson compte aussi pour une part considérable de la consommation d'énergie.

Un rapport de l'Agence Suédoise pour la protection de l'Environnement (Naturvårdsverket), intitulé Bœuf et Voiture? Les Choix Environnementaux des Ménages (Biff och Bil? Om hushållens miljöverval), affirme que la nourriture occupe la plus grosse part de consommation d'énergie pour les ménages Suédois, soit approximativement 40 000 kWh par an pour une famille avec enfants. Ce qui signifie que la production d'aliments et son transport représentent un cinquième des besoins totaux de la Suède en énergie²⁴. Le choix alimentaire, ainsi que sa production, sont donc des facteurs importants pour la réduction de consommation d'énergie.

Gourmands en eau

Dans beaucoup de régions du monde, l'eau est un élément rare. Avec l'expansion des habitudes de consommation de viande à ceux qui ont les moyens de les imiter dans les régions pauvres du monde, la demande en ressource d'eau augmente fortement. La production d'un kilo de bœuf nécessite un total approximatif de 15 000 litres d'eau, un kilo de viande de poulet nécessite 3 500 à 6 000 litres. En comparaison, seulement 450

litres d'eau sont nécessaires à la production d'un kilo de maïs.

Producteur de famine

Les populations pauvres de certaines régions du monde n'ont pas les moyens d'avoir accès à la nourriture disponible sur le marché. La question d'approvisionnement en nourriture est donc aussi une question d'équité. Quelle sera la situation dans 50 ans? Est-ce que la production de produits animaliers menace les chances futures de peuples à éviter la famine?

« Il y a grand risque de compétition pour la nourriture dans ce monde futur, avec des problèmes de survie à la clef », déclare le spécialiste des sciences humaines Sverker Jagers de l'université de Goteborg. « Il est très vraisemblable que la population mondiale va augmenter de 3 milliards dans les 50 prochaines années. En outre, beaucoup seront économiquement plus à l'aise. On sait qu'une augmentation du niveau de vie engendre une augmentation en demande de viande et produits laitiers, indépendamment du pays ou de la culture. »

Qu'est ce qui pourrait causer une sévère crise de réserve de nourriture?

« Une large quantité de terres arables sont nécessaires à la production de viande, surtout pour le bœuf. Si les pays riches sont prêts à payer un prix élevé pour la viande, il y a un risque que les terres arables, qui sont limitées, soient utilisées au meilleur profit, précisément pour produire des pâturages et fourrage au lieu de la nourriture pour la consommation humaine ».

Les besoins en énergie créent une compétition pour l'espace

Au sujet de la demande future en terres arables, il y a un autre facteur important à prendre en considération : les besoins en production d'énergie pour la biomasse.

Nous ne pouvons que spéculer sur les capacités futures de production en bioénergie. Les résultats diffèrent suivant le mode de

calcul. Nous pouvons déterminer la quantité de terres qu'il reste inutilisée, après soustraction des fermes et tout autres types de terres productives, et dire que seule cette quantité de terres est disponible pour la production de biomasse destinée à la production d'énergie. Mais une autre méthode consiste aussi à estimer les besoins futurs en bioénergies, et calculer la quantité de terre nécessaire pour les satisfaire.

« Si le monde se fixe comme objectif une stabilisation ambitieuse des politiques de climat, et si les technologies de la bioénergie deviennent compétitives, je pense que nous verrons une très grosse demande de biomasse comme source d'énergie », déclare Göran Berndes, Docteur en Ressource Physique Théorique de l'Université Technologique de Chalmers. « Il pourrait s'agir de plusieurs centaines de millions d'hectares . »

Si les revendications de l'industrie animale sur les terres arables continuent d'augmenter en même temps que la demande en bioénergie explose, nous risquons une crise des terres arables. Aussi bien la nature que les populations pauvres en pâtiraient.

Pour résumer, l'industrie animale apparaît comme étant un coupable dissimulé, très gourmand en ressources naturelles.

« Il faut que les gens comprennent que ce que nous mangeons est une question écologique importante », déclare Annika Carlsson-Kanyama, professeur associée en industrie écologique à l'institut royal de technologie de Stockholm. « En matière de trafic, les gaz d'échappements s'échappent des voitures et tout le monde voit le rapport, mais au sujet de notre alimentation, nous ne percevons pas les conséquences sur l'environnement de la même manière. »

LA POLITIQUE EUROPÉENNE ET SES ŒILLÈRES

L'Union Européenne soutient l'industrie animale

Il y a toutes les raisons de désigner la filière animale comme un problème de ressources environnementales. Alors que fait l'Europe à ce sujet ? La vérité concernant les initiatives politiques à ce niveau est déprimante.

À vrai dire, chaque année l'union Européenne subventionne la filière animale dans le commerce agricole à hauteur de plusieurs milliards d'euros. À l'intérieur de la Politique Agricole Commune de l'Union Européenne, le secteur fermier bénéficie d'un certain nombre d'aides. Une large partie de ces aides est destinée à la culture agricole, culture de fourrage incluse, mais une bonne partie est directement octroyée à la production animale.

De manière générale, nous comptons deux grandes catégories d'aides dans le budget agricole de l'Union Européenne qui bénéficient aux producteurs de viande. Premièrement, une aide directe qui est en partie allouée aux éleveurs d'un certain type de viande ou qui produisent un certain type de produit animalier : Les aides spécifiques. Ensuite, il existe un type d'aide en vigueur que l'on appelle intervention. C'est une implication de l'UE qui assure une demande en produits fermiers de différentes manières. Ces interventions comprennent le financement d'aides à l'exportation de certains produits en dehors de l'UE, puis l'achat et le stockage du surplus de certains produits à un prix garanti, appelé prix d'intervention. Cela assure aux producteurs des revenus garantis pour leur production. En outre, l'UE finance la promotion de différents produits animaliers afin que les ventes des agriculteurs augmentent. Des efforts ont été fait ces dernières années pour reformer la politique agricole de l'UE, mais ceux-ci n'ont pas empêché le paiement de subventions astronomiques.

Les aides de l'UE à l'exportation de produits

animaliers s'avère comme étant un facteur notable de la spirale du commerce. En subventionnant les exportations vers les pays du tiers-monde, l'UE affecte négativement l'agriculture locale de ces pays. Les prix subventionnés de la nourriture en provenance de l'UE sont moins élevés que ce qu'ils devraient être. Ceci provoque une baisse de la demande pour la production agricole locale des pays en voie de développement et tire à la baisse les prix de ces mêmes marchés locaux. Par conséquent, il devient graduellement plus intéressant pour les producteurs alimentaires de ces pays de produire pour le marché mondial.

Aujourd'hui, le Brésil est l'un des premiers importateur mondial de produits laitiers. Ces dernières années, l'UE a fourni une importante part de lait d'exportation au Brésil. Dans le même temps, comme nous l'avons vu auparavant, le Brésil exporte d'énormes quantités de graines de soja comme fourrage aux pays de l'UE, entre autres. La surproduction Européenne en produits animaliers est nourrie par les récoltes des pays du tiers-monde, et le surplus de cette production animale est écoulé vers les pays du tiers-monde²⁵.

La somme totale des interventions de l'UE ainsi que le montant des aides directes à la filière animale en 2007 s'élève à 3 500 704 000 euros (trois milliards cinq cent millions sept cent quatre mille euros). En plus de ces articles et postes dans le budget de l'UE, qui concernent uniquement les produits animaux, il existe un article du budget appelé mesures de Promotion. Ce sont des aides à la promotion de différents types de produits agricoles. L'ampleur des aides destinées aux produits animaliers n'est pas spécifiée, elle est déterminée par les requêtes des acteurs des marchés des différents états membres. Mais comme nous pouvons le voir, la filière animale bénéficie aussi de ces crédits.

Les subventions Européennes pour l'industrie animale (d'après le budget 2007 de l'UE)

Interventions

Titre		
Chapitre		
Denrée		
Article	En-tête = type de subvention	budget (en euros)
05 02 12	<i>Lait et produits laitiers</i>	
05 02 12 01	Restitutions pour le lait et produits laitiers	362 000 000
05 02 12 03	Aide à l'écoulement du lait écrémé	32 000 000
05 02 12 04	Interventions sous forme de stockage de beurre et de crème	19 000 000
05 02 12 05	Autres mesures relatives aux matières grasses butyriques	84 000 000
05 02 12 06	Autres mesures relatives aux matières grasses butyriques	24 000 000
05 02 12 08	Lait aux écoliers	65 000 000
05 02 12 99	Autres mesures (lait et produits laitiers)	1 000 000
	Article 05 02 12 — Sous-total	587 000 000
05 02 13	<i>Viandes bovines</i>	
05 02 13 01	Restitutions pour les viandes bovines	46 000 000
05 02 13 03	Mesures exceptionnelles de soutien	59 000 000
05 02 13 04	Restitutions pour les animaux vivants	12 000 000
	Article 05 02 13 — Sous-total	117 000 000
05 02 15	<i>Viandes porcines, œufs et volailles, apiculture et autres produits animaux</i>	
05 02 15 01	Restitutions pour les viandes porcines	22 000 000
05 02 15 04	Restitutions pour les œufs	7 000 000
05 02 15 05	Restitutions pour les viandes de volaille	84 671 000
	Article 05 02 15 — Sous-total	113 671 000
	Total pour tous les postes ci-dessus	817 671 000

Aide Direct

Titre		
Chapitre		
Denrée		
Article	En-tête = type de subvention	budget (en euros)
05 03 02 06	Primes à la vache allaitante	1 178 000 000
05 03 02 07	Prime complémentaire à la vache allaitante	56 000 000
05 03 02 08	Prime spéciale pour les bovins	98 000 000
05 03 02 09	Prime à l'abattage des bovins — Veaux	128 000 000
05 03 02 10	Prime à l'abattage des bovins — Adultes	232 000 000
05 03 02 11	Prime à l'extensification pour les bovins	6 000 000
05 03 02 12	Paiements supplémentaires aux producteurs de viande bovine	1 000 000
05 03 02 13	Prime aux ovins et aux caprins	263 000 000
05 03 02 14	Prime supplémentaire aux ovins et aux caprins	80 000 000
05 03 02 15	Paiements supplémentaires dans les secteurs ovin et caprin	33 000
05 03 02 16	Prime aux produits laitiers	442 000 000
05 03 02 17	Paiements supplémentaires pour les producteurs de lait	199 000 000
	Total pour tous les postes ci-dessus	2 683 033 000

Promotion

Titre		
Chapitre		
Denrée		
Article	En-tête = type de subvention	budget (en euros)
05 02 10	Promotion	Engagement
05 02 10 01	Actions de promotion — Paiements par les États membres	38 000 000
05 02 10 02	Actions de promotion — Paiements directs par la Communauté Européenne	7 295 000
	Sous-total des items (article 05 02 10)	45 295 000

Par ailleurs, les producteurs animaliers peuvent acheter du fourrage bon marché grâce aux subventions de l'UE pour la production de fourrage. Nous n'avons pas la place ici d'examiner à quelle hauteur elles profitent à l'industrie animalière, toutefois, ces subventions sont encore bien plus importantes, indirectement, que ce que nous décrivons ici.

« Les hommes politiques de l'Union Européenne devraient réfléchir à accorder les subventions à la filière animale avec leur ambition politique de diminuer les émissions de gaz à effet de serre », signale Annika Carlsson-Kanyama. « L'effet de ces aides sur les émissions issues de l'agriculture est une question très intéressante, je pense »

De quelle manière l'UE se donne-t-elle les moyens de sa politique ? Nous avons à plusieurs reprises contacté la commissaire de l'UE attachée à l'agriculture, Mariann Fischer Boel, pour lui demander de nous expliquer ce que cache de telles subventions à la filière animale. Nous avons été informés qu'elle n'avait pas le temps d'être interviewée. En lieu et place, nous avons rencontré son porte-parole Michael Mann.

Michael Mann commence d'abord par décrire le contexte dans lequel la PAC est née alors que l'« Europe gisait en ruine » après la seconde guerre mondiale. Il explique que les aides de grandes envergure proviennent du souhait d'éviter une future pénurie alimentaire en Europe. « Mais la PAC a extrêmement changé depuis sa création, particulièrement depuis les réformes majeures commencées en 2003 et qui d'ailleurs continuent ».

Mais est-ce que les larges subventions au lait et la viande, qui sont toujours une part de la politique agricole, peuvent être défendues, attribuant ainsi à la filière animale un impact sérieux sur l'environnement ?

« Depuis les réformes de 2003, il est légèrement trompeur de parler de subventions au lait et à la viande. La majorité des subventions directes aux fermiers ont été dissociées de la production. Ce qui signifie que les fermiers n'obtiennent pas de subventions à la production d'un produit par-

ticulier, mais ils sont libres de produire ce qu'ils veulent en fonction des signaux des marchés. Au lieu d'être liées au produit, les subventions directes sont liées à un nombre de critères, incluant des critères liés à la protection de l'environnement. Si ceux-ci ne sont pas respectés, les paiements sont coupés. »

Mais le budget de cette année ne comporte-t-il pas les appellations 05030206, 05030207, 05030208, 05030209, 05030210, 05030211, 05030212, 05030213, et 05030216, précisément ces subventions qui sont directement liées à certains types de productions de lait ou de viande ?

« Ils y figurent en effet. Nous souhaitons un découplage complet. Mais quand l'accord a été conclu au sein du Conseil²⁶, certains Etats Membres souhaitaient le maintien d'un lien à la production pour certaines subventions. Madame Fischer Boel s'est publiquement déclarée en faveur d'un découplage total le plus tôt possible.

Il est vrai qu'il existe toujours un système d'interventions pour l'achat de beurre et de crème de lait écrémé à un prix garanti, mais il est peu utilisé maintenant. Il existe aussi des subventions à l'exportation pour la viande et produits laitiers, mais nous nous sommes engagés à les supprimer aux alentours de 2013 au plus tard ».

Que la commission Européenne et son équipe aient une attitude plus restrictive que le Parlement (composé de représentant des gouvernements des pays de l'UE) sur ce genre d'aide est clair. En feuilletant le document de préparation du budget 2007 de l'UE, nous pouvons voir à plusieurs reprises de quelle manière la Commission a d'abord suggéré une diminution de la totalité des sommes allouées, seulement pour ensuite obtenir une augmentation du niveau de ces aides sur le budget final. Les pays avec un secteur agricole économiquement fort ont ainsi obtenu que leurs subventions ne changent pas dans un sens qui pénaliserait leur agriculture.

L'opinion de Michael Mann sur ce problème est cependant éloigné d'une volonté de suppression des subventions agricoles. Une

fois de plus, il insiste sur l'importance du prétendu découplage des aides.

« J'espère que nous continuerons à avoir une politique agricole commune dans le futur. Les aides directes aux fermiers vont de plus en plus être liées à l'accomplissement et au respect du « bien public ». J'espère que tous les liens résiduels à la production seront progressivement supprimés dans leur intégralité. »

« Bien sûr, nous avons besoin d'une production de viande et de produits laitiers, tout simplement parce que les gens mangent de la viande et des produits laitiers », ajoute-t-il.

« Une affirmation sans fond » déclare Kåre Engström, diététicien qui travaille pour l'Unité de Médecine Préventive à l'Institut Karolinska de Stockholm. « C'est un contresens sérieux de la réalité que de suggérer qu'il y ait des raisons physiologiques ou sanitaires en faveur des produits animaliers. En fait, c'est plutôt l'opposé. »

AUGMENTATION DES AIDES À L'EXPORT, L'EXEMPLE SUÉDOIS

En tant qu'État membre, la Suède a depuis longtemps pris position pour une baisse des aides à l'agriculture de l'UE. Aussi bien l'ancien gouvernement Social Démocrate que le gouvernement actuel ont été des opposants à une partie des aides fermières de l'UE. C'est particulièrement vrai au sujet des aides financières à l'exportation qui vise à écouler à bas prix une partie des surplus économiques sur les marchés extérieurs. Quel rôle a alors tenu la Suède dans ces institutions qui régulent le montant de ces allocations ?

Les décisions ordinaires sur les aides à l'exportation, le stockage et autres mesures d'interventions, sont prises par ce qu'on appelle des comités administratifs. La Commission Européenne préside le comité administratif et chaque pays de l'UE compte des délégués qui participent à la prise de décisions de la réunion. Pour la Suède, des représentants du Bureau Suédois de l'Agriculture et du Ministère de l'Agriculture y participent. Pour le domaine de la production animale, il existe un comité administratif pour le lait et les produits laitiers, un pour les œufs et la volaille, un pour le porc, un pour le bœuf et un pour l'agneau et caprins.

Dans les instructions du vote Suédois aux réunions du comité administratif, il figure des libellés expliquant que les aides à l'exportation devraient être utilisées de façon restreinte et que les délégués devraient « travailler dans le sens d'une suppression des aides à l'exportation sur le long terme. » Dans le même temps, nous trouvons des recommandations sur le court terme expliquant que les délégués peuvent « supporter certaines augmentations des aides à l'exportation si le marché le justifie²⁷. » Et si vous vous penchez sur les rapports des réunions du comité administratif, vous constaterez que la Suède a, à plusieurs occasions, voté en faveur de l'augmentation des mêmes allocations auxquelles elle déclare s'opposer. C'était le cas lors de la réunion du comité

administratif pour les œufs et la volaille du 18 janvier et 14 février 2006, par exemple. D'un autre côté, le voisin de la Suède, le Danemark a voté contre l'augmentation au cours de ces deux occasions. En tout, les aides ont augmenté de 25% au début de 2006 et des tonnes de poulet ont été exportées de l'UE vers la Russie et pays du Moyen-Orient²⁸.

Magnus Därth est le secrétaire départemental pour le département de l'Agriculture Suédoise et responsable des délégations suédoises aux comités administratifs pour les œufs et volaille et pour le porc.

Pourquoi arrive-t-il parfois que la Suède vote en faveur de l'augmentation des aides à l'exportation de produit animal alors que dans le même temps, elle déclare promouvoir une politique de restrictions ?

« Il peut arriver que d'autres mesures d'interventions soient introduites si les aides à l'exportation ne sont pas augmentées » déclare Magnus Därth. « Par exemple, cela peut impliquer que les interventions de stockage du produit en question rentrent en vigueur ; en d'autres termes, l'UE serait obligée d'acheter les surplus de production au prix d'intervention fixé. Dans certains cas, cela peut être une solution bien plus coûteuse qu'une augmentation des subventions à l'export. »

Vous ne risquez pas alors d'anéantir l'agriculture des pays pauvre en leur vendant les surplus à moindres coûts ?

« Ceci doit être évité bien sûr. Dans les comités auxquels je participe, je pense que j'ai pris cet aspect en considération. »

Les instructions de vote de la Suède dans les comités administratifs incluent une consigne - quand bien même cela puisse être perçu différemment - obligeant la Suède à soutenir la position de la Commission Européenne quand d'autres États Membres demandent des augmentations des subventions, « afin que la commission ne soit pas

forcée d'accorder ces demandes ». Vous trouvez aussi des formulations telles que : « si la Commission propose une augmentation des aides à l'exportation, la Suède doit demander à la Commission de motiver ces augmentations. Si la Commission ne peut pas donner une explication satisfaisante, la Suède, cependant, ne devrait pas voter contre les propositions de la Commission, mais plutôt s'abstenir²⁹. »

Nous avons demandé à Magnus Därth d'expliquer ce qui est rationnel dans de telles stratégies.

« Si nous imaginons un scénario dans lequel la Commission propose une augmentation de 10% des subventions alors que beaucoup d'autres Etats membres soutiennent fortement une hausse de 40%, il peut être mieux de supporter les 10% d'augmentation pour que la Commission ne soit pas forcée d'accepter une augmentation plus importante ».

Mais alors ne soutenez vous pas une augmentation malgré tout ?

« Oui, mais cela est la conséquence des règles de vote. Comme l'usage le veut, la Commission recherche toujours du soutien pour sa position. Si trop de pays soutiennent une plus forte augmentation, le risque est que nous nous retrouvions tout seul à s'opposer, et donc il peut être stratégiquement mieux d'accepter la position de la Commission »

Magnus Därth souligne que la Suède a eu quelques succès avec cette politique de restriction. Il prend pour exemple les aides à l'exportation pour la production de bœuf « où la Suède a soutenu avec succès le retrait des aides à l'exportation pour le bœuf de la Commission », parce que l'UE souffre d'une pénurie de ce type de viande. « Les autres états membres n'avaient pas vraiment d'arguments raisonnables contre cette augmentation, et la Commission a, à plusieurs reprises, fait en sorte de baisser les aides à l'exportation du bœuf. »

Comment cela peut-il correspondre avec une volonté de restriction du problème des aides à l'exportation, M. Därth ?

« Notre tâche est de protéger les intérêts

Suédois ; c'est le but de notre participation à ces réunions. Cela signifie que tous deux devons veiller à notre but de diminuer les aides à l'exportation et, en même temps, ne pas injustement traiter unilatéralement les entreprises Suédoises. Il y a souvent plusieurs intérêts à prendre en considération. Nous étions par exemple, en faveur du découplage des primes spéciales pour le bœuf lors des débats sur les réformes de l'agriculture de 2003, mais tout bien considéré, nous pensons toujours qu'il est approprié de garder quelques couplages. »

Alors est-ce que les conséquences environnementales de la production animale sont prises en considération quand la Suède planifie sa stratégie lors des comités administratifs de l'UE ?

« Non », déclare Maria Rosander, secrétaire départementale au Département de l'Agriculture. « Tout ce que nous avons pris en compte, à part les considérations strictes du marché, est le bien être des animaux. C'est ce qui se cache derrière nos réticences envers l'exportation d'animaux en vie. Tout le reste est plus haut, à un niveau purement politique. »

Les effets environnementaux ne devraient-ils pas être considérés comme une menace sur le climat et autres menaces environnementales ?

« Je vais devoir avouer que nous ne l'avons pas encore examiné en détail pour l'instant. C'est plutôt un nouveau débat » déclare Maria Rosander.

« Il est étrange de constater que les aspects environnementaux ne sont pas pris en considération lors des travaux des comités administratifs » s'interroge Frederick Hedenus, candidat au doctorat en énergie et environnement de l'Université Technologique de Chalmers. « Là où le trafic est concerné, par exemple, les aspects environnementaux sont presque toujours pris en compte. Mais pour certaines raisons ce n'est pas le cas avec la consommation de viande. Si nous devons faire face aux problèmes climatiques, il est temps de commencer à regarder la production de viande comme une source de problème plutôt que comme un autre genre de commerce. »

QUAND L'ARGENT DU CONTRIBUABLE FINANCE LA PROMOTION DU LAIT

Quand il s'agit d'aides de l'UE à la promotion des ventes de différents type de produits agricoles, l'argent bénéficie souvent à l'industrie animalière. Pendant les années 90, la maladie de la vache folle a déclenché un déluge d'aides pour la promotion des produits du bœuf. « Si nous voulons vendre notre bœuf et notre veau de qualité, nous devons rassurer les consommateurs », commentait le commissaire à l'agriculture d'alors, Franz Fischler³⁰. Les subventions ont financé des campagnes publicitaires à la radio et à la télévision, des publicités dans les journaux ainsi que des participations à des foires commerciales.

Une des organisations Suédoise, ayant récemment bénéficié de ce type d'aides Européennes, est la l'Association Laitière Suédoise (Svensk Mjolk). Il leur a été attribué une somme de 330 000 euros durant la période 2006-2009 pour le financement d'une campagne « plus de lait pour les femmes d'échantillons sélectionnés ».

« Nous savons que les femmes sont celles qui ont cessé de boire du lait ou qui boivent moins de lait », annonce Kerstin Wikmar, le chef de projet pour Svensk Mjolk. « C'est quelque chose que nous voulons changer avec cette campagne. »

Kerstin Wikmar nous explique que cette campagne cible les femmes âgées de 10 à 14 ans et de 25 à 40 ans, ainsi que les femmes âgées de plus de 55 ans. Pour les groupes les plus âgés, des séminaires sont organisés, mais pour les 10-14 ans, ils ont un programme qui ratisse bien plus large.

« Nous imprimons des calendriers pour étudiants sur lesquels il est possible de faire des annotations au sujet de leurs devoirs et fêtes. Ces calendriers contiennent aussi des messages expliquant les bienfaits du lait, produit riche en calcium. En combinaison à ceci, nous organisons des réunions d'informations pour les infirmières d'école et leur fournissons du matériel pédagogique. Nous

laissons aussi les infirmières être les intermédiaires pour distribuer ces calendriers aux étudiants. S'il en était autrement, les étudiants penseraient que c'est ennuyeux d'étudier ce genre d'information. »

Le diététicien Kåre Engström est vivement critique sur ce genre de campagne. « Il est clair qu'il y a une surproduction de produits laitiers au sein de l'UE, et que les gros acteurs des marchés de produits animaux veulent conforter leur position dominante. Alors ils choisissent de subventionner ce genre de chose avec l'argent du contribuable. C'est une méthode vraiment dépassée »

Kåre Engström réfute l'idée selon laquelle il y a un besoin spécifique justifiant que les femmes doivent boire plus de lait.

« Il s'agit plus des producteurs qui veulent tirer un maximum de profits de leur production alimentaire. La Suède est l'un des plus grands consommateurs de calcium au monde, et il n'y a aucune carence générale en calcium. Ces déficiences qui peuvent exister touchent essentiellement quelques individus. Si vous vouliez soulager leurs problèmes, il serait bien mieux d'encourager une augmentation de consommation de graines de sésame, elles aussi riche en calcium. De cette façon, vous obtenez aussi d'autres bénéfices pour la santé. »

UNE SOLUTION D'AVENIR

Un nouveau rapport de l'Institut Suédois des Nourritures et Biotechnologies (SIK) publie les recherches effectuées sur les possibilités de produire de la nourriture à base de légumes produits localement. Les chercheurs ont aussi comparé les impacts sur l'environnement de repas végétariens avec les impacts de différents menus contenant de la viande.

Selon le rapport, un menu localement produit à base de patates, légumes et steak végétarien est le régime le plus bienveillant pour l'environnement (même si le fait que la protéine de pois produite à l'étranger ait bien été pris en compte).

« Il est plus efficace de directement manger ce que nous produisons, plutôt que de le faire passer par un animal », signale Anna Flysjö, un des auteurs du rapport.

L'environnement profite d'une alimentation végétarienne moins productrice en gaz à effet de serre, acidification, eutrophisation et qui nécessite moins de produits chimiques. Un autre effet positif à utiliser une autre source locale de culture de protéines : nous devenons ainsi responsables de notre propre impact environnemental, au lieu de faire ce que nous faisons aujourd'hui, utiliser les terres agricoles d'Amérique du Sud.

Les auteurs du rapport arrivent à la conclusion qu'une inversion de consommation de viande en faveur des légumes occasionnerait un bénéfice majeur pour l'environnement, même en comparaison à une production de viande nourrie de fourrages locaux.

Mais comment y arriver ?

La politique actuelle de l'UE est, comme le porte parole de l'agriculture le signale, un produit de la crise alimentaire de la seconde guerre mondiale. La crise d'aujourd'hui semble bien différente. Et plutôt que de garantir la prospérité d'une agriculture régionale, la politique actuelle de l'UE est caractérisée par un tourbillon de transport d'aliments pour animaux et de produits animalier tout autour du monde.

Avec en toile de fond la menace de l'agricul-

ture animale sur la planète et la façon dont la politique est passée loin à côté du problème, il est vraiment temps de travailler pour une autre politique. Au lieu de subventionner la production et la demande en produits animaux, nous devons rendre plus profitable de consommer plus bas dans la chaîne alimentaire, et moins profitable de consommer haut dans cette chaîne alimentaire. En clair, plus de « vert » pour la consommation humaine et moins d'animaux.

« Je pense qu'il serait efficace d'instituer une taxe sur les fourrages » dit Annika Carlsson-Kanyama. « Les prix du grain sont maintenus à un niveau élevé par la demande des éleveurs, et cette demande devrait encore vraisemblablement continuer d'augmenter. Si le fourrage était plus onéreux, la production de viande coûterait elle aussi plus chère, en même temps que la matière végétale pour la consommation humaine deviendrait moins chère. Les peuples riches qui consomment beaucoup de viande seraient défavorablement affectés alors que les peuples pauvres qui ne mangent pas de viandes seraient positivement affectés. »

Le fait est que de telles idées ont déjà été présentées. Dans l'article « Le développement durable dans l'agriculture : Importance du régime alimentaire », l'ancien conseiller à l'agriculture de la Banque Mondiale, Robert Goodland, suggère un système de cotisation qui rendrait la production de viande plus onéreuse. Goodland dit que cette proposition est « une taxe efficace de conversion alimentaire ». L'idée est que les fourrages seraient taxés à différents taux basés sur l'efficacité de l'animal à convertir le pâturage en viande³². Mais seules les récoltes utilisées dans la production de produits animaux seraient assujettis à ces cotisations. Les grains pour la consommation humaine ne seraient donc pas taxés, favorisant ainsi les groupes à faible revenus et ceux qui préfèrent l'alimentation végétarienne. Goodland pourrait aussi donner son accord à des subventions pour quelques cultures consommées par

les peuples pauvres du tiers-monde. Goodland résume le but de sa proposition comme suit : « de fortes taxes sur la nourriture inefficace et aucune taxe sur la nourriture efficace (...) soulagerait la crise alimentaire mondiale et favoriserait le développement durable³³. »

Le principe élémentaire est que la production de viande devrait supporter ces propres coûts environnementaux et de ressources. Ce genre de taxes pourrait être utilisé de la même manière que les taxes écologiques sur les transports, qui sont devenues politiquement populaires ces derniers temps. L'argent collecté pourrait être redistribué pour les services médicaux, pour des recherches environnementales, pour l'information sur la santé publique et le travail sur le développement international, zones qui aujourd'hui souffrent de plusieurs manières des effets de la production de viande.

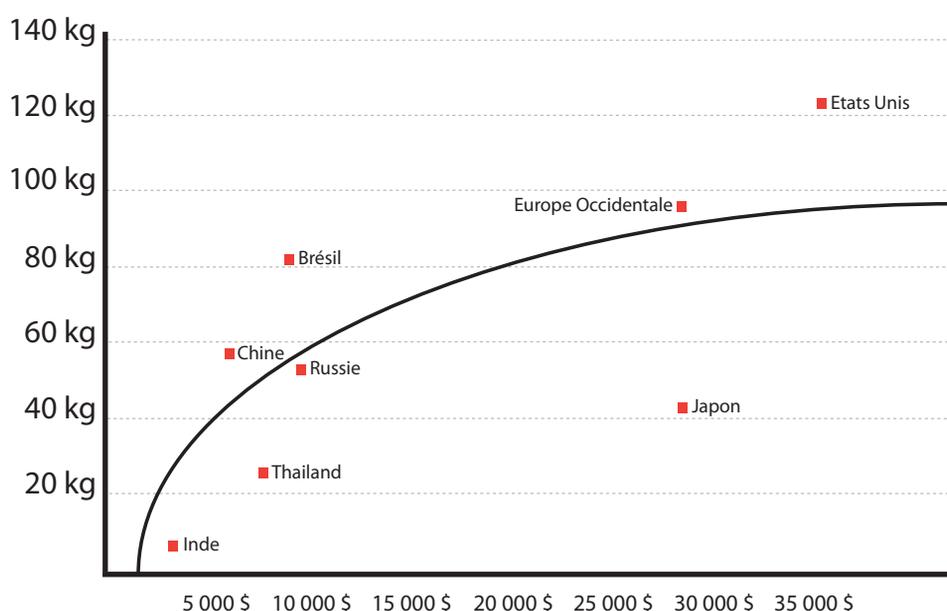
Certains ont vu la taxation des produits de viande transformée comme plus simple que la taxation des fourrages. D'un point de vue de taxation, quelle solution est préférable ? Cette question reste ouverte. Ce qui

est important, c'est que cela nécessite une action politique. Les produits d'animaux doivent coûter plus et les alternatives vertes moins.

Le fait qu'il y ait un besoin urgent de diminuer les émissions mondiales de gaz à effet de serre suggère aussi de prendre en considération l'industrie animale. Réduire les émissions de dioxyde de carbone de l'industrie et du secteur des transports pour arriver à influencer sur les changements climatiques prendra du temps ; non à cause de l'apathie de la société ou des politiques, mais parce que le dioxyde de carbone se détruit lentement. Le méthane et protoxyde d'azote disparaissent plus vite, et une réduction de ces émissions donnerait des résultats rapides bien plus conséquents et efficaces sur le climat.

Les pays riches, pays de l'UE inclus, qui ont exporté leurs problèmes environnementaux bien loin, vers les pays pauvres, et qui jouent aussi un important rôle modèle de mode de vie envers le reste du monde, ont une responsabilité particulière pour prendre l'initiative du changement.

La relation entre revenus des personnes et consommation de viande, 2002³¹.



NOTES

- 1 | FAO (2006), *Livestock's Long Shadow*, p80
- 2 | FAO (2006), p. XX
- 3 | FAO (2006), p. 15
- 4 | FAO (2006), p. XX
- 5 | Margulis, Sergio (2004), *Causes of Deforestation of the Brazilian Amazon*, World Bank, Working Paper no. 22
- 6 | FAO (2006), p. 12
- 7 | Le protocole de Kyoto est l'accord international de 1997 qui appelle à une diminution des émissions mondiales annuelles de gaz à effet de serre de 5% par rapport au niveau de 1990 sur la période 2008-2012
- 8 | Chiffre de référence mesuré sur le potentiel de réchauffement climatique (PRC). C'est une mesure de la force de différents gaz à effet de serre, où l'on donne à l'effet sur 100 ans du dioxyde de carbone une valeur 1. PRC ne prend de fait pas seulement en considération la capacité du gaz à absorber et réfléchir les radiations mais aussi combien de temps l'effet dure-t-il.
- 9 | FAO (2006), p. 112
- 10 | FAO (2006), p. 95
- 11 | FAO (2006), p. 82
- 12 | FAO (2006), p. 114
- 13 | FAO (2006), p. 114
- 14 | FAO (2006), p. 272
- 15 | Cedeberg, Christel (2002), *Life Cycle Assessment (LCA) of Animal Production*, Papier V, p. 16
- 16 | FAO (2006), p. 74
- 17 | Blix, Lisa and Mattsson, Berit (1998), *The Environmental Impact of Agricultural Land Use: Field Studies of Rape, Soy and Palm Oil (L'Impact Environnemental de l'Utilisation des Terres Agricoles: Champs d'Études du Colza, Soja, et Palmiers à Huile)*, p.36
- 18 | FAO (2006), p. 43
- 19 | Examen du Conseil Suédois sur l'Agriculture sur la production de fourrage de 2006. Rapport 2007: 3 p. 45-46 (totalité des graines de soja grillées, extraits de graines de soja grillées, concentré de protéine issue de graines de soja)
- 20 | Examen du Conseil Suédois sur l'Agriculture sur la production de fourrage de 2006. Rapport 2007: 3 p. 43-45
- 21 | Voir, par exemple, le supplément Fourrage (2002) in *Land Lantbruk*, no 39
- 22 | FAO (2006), p. 27
- 23 | Université Suédoise des Sciences Agricoles (Landbruksuniversitet) (1997), *Végétalien, Végétarien, Omnivore? (Vegan, Vegetarian, Allätare?)* p. 47
- 24 | Agence Suédoise pour la Protection de l'Environnement (Naturvårdsverket) (1997), *Bœuf ou Voiture? (Biff och Bil?)*, p. 12
- 25 | Pour des informations plus complètes sur ce cercle vicieux, voir Cordeiro, Angela (2000), *Agriculture Viable dans l'Ère Globale, un rapport de la Société Suédoise pour la Conservation de la Nature (Naturskyddsföreningen)*, p. 13-16
- 26 | Le conseil des ministres de l'UE, formellement connue sous le nom de Commission de l'Union Européenne (notre annotation).
- 27 | Voir par exemple, les instructions pour les réunions du comité administratif pour le Porc du 17 Mai 2006.
- 28 | Statistiques de la Commission Européenne / Conseil Suédois de l'Agriculture.
- 29 | Instructions pour les réunions du comité administratif pour le Lait du 27 juillet 2006.
- 30 | La Commission Européenne, communiqué de presse du 27 Janvier 2000.
- 31 | FAO (2006), p. 9
- 32 | Goodland, Robert (1997), « Environmental Sustainability in Agriculture; diet matters » (Viabilité de l'Environnement et Agriculture: l'Importance des régimes alimentaires), dans *Ecological Economics* numéro 23, p. 189-200
- 33 | Goodland, Robert (1997), p. 200



Jens Holm

Membre du Parlement Européen, représentant du Parti de Gauche Suédois. Il est adhérent au groupe parlementaire GUE/NGL, et membre du comité parlementaire sur l'Environnement ainsi que du comité parlementaire sur les Echanges Internationaux. Auteur de *Nourriture, Environnement, Justice - Les Effets de la Consommation de Viande sur l'Environnement et sur l'Approvisionnement Mondial en Nourriture* (Suédois, 2000 ; Finlandais, 2001 ; Anglais, 2003), Jens Holm est né et a grandi à Matfors dans les environs de Sundsvall, en Suède. Il habite maintenant Stockholm.



Toivo Jokkala

Journaliste et écrivain, formé aux Sciences Sociales à l'Université de Stockholm. Depuis 2005, il est Rédacteur en Chef du magazine Suédois «Les Droits des Animaux» et a notamment co-édité *Fronesis*, le récompensé journal Suédois sur les questions sociales. Auteur du livre *Djurrätt och Socialism* (Lindelöws 2003 ; avec Pelle Strindlund), Toivo a grandi à Mjölby, en Suède. Il habite maintenant Stockholm.